

Grossesses précoces : «Il faut sensibiliser les parents»

SANTE. Elle participe au séminaire « Prévention des grossesses des mineures » qui se tient actuellement à l'IRTS à Saint-Benoît. Marie-Claire Saingaïny, infirmière scolaire, constate un progrès - moins de grossesses chez les collégiennes- et souligne le besoin d'en parler plus avec les familles.

Infirmière au collège Amiral-Bouvet de Saint-Benoît, Marie-Claire Saingaïny participe au séminaire «Prévention des grossesses des mineures» qui se tient actuellement à l'IRTS (Institut régional du travail social). Elle participe à l'atelier «sexualité des adolescents».

lité, alors que c'était un sujet tabou.

Est-il exact que de nombreuses adolescentes considèrent encore l'avortement comme un moyen de contraception ?

C'est vrai pour un petit pourcentage.

Que faites-vous dans ce séminaire ?

Je viens rencontrer des partenaires sur la problématique des grossesses des mineures. Au collège, nous avons environ 300 filles parmi nos élèves (de 11 à 15 ans environ, NDLR). Et généralement trois à quatre grossesses connues chaque année, mais qui ne vont pas forcément à terme. Il y a généralement un accouchement; les autres grossesses se terminent par des avortements.

Est-ce que ça signifie que les précédents plans d'éducation sexuelle n'ont pas fonctionné ?

Pas forcément, parce que les chiffres de grossesses sont en baisse. Au collège Amiral-Bouvet, cela fait trois ans qu'on ne vient plus nous demander la pilule du lendemain ; nous n'avons pas eu de grossesse déclarée depuis trois ans. Cette évolution est notamment due au travail des associations comme Rive ou l'ARPS (Association réunionnaise de prévention des risques liés à la sexualité). J'ai remarqué qu'il y a un peu plus d'échanges dans les familles sur la sexua-

Que faut-il faire pour y remédier ?

Il faut sensibiliser encore plus les parents. Dans les collèges, il y a de plus en plus d'espaces pour les parents. Chez nous, nous avons fait une sensibilisation. Seules des mamans sont venues, mais ça s'est très bien passé, elles étaient en demande d'information, avec une certaine méconnaissance sur les prises de risques. Parler de la sexualité, cela reste encore difficile en intra-familial.

Avec toute l'information et les publicités que nous voyons, pourquoi est-ce encore si difficile ?

Oui, beaucoup d'informations arrivent dans le cerveau des jeunes, mais pas assez d'explications. Ce n'est pas assez concret pour eux.

Que faites-vous si la jeune fille veut garder son bébé ?

Nous l'accompagnons, nous ne sommes pas là pour juger.

Et si elle veut avorter ?

Pareil, cela reste son choix. Nous le respectons, nous l'accompagnons. Lorsque nous



Marie-Claire Saingaïny, infirmière au collège Amiral-Bouvet (Saint-Benoît).

connaissons le père, nous essayons de le faire participer. On met en place une prise en charge globale, avec les sages-femmes, le Planning familial, les services de soins... qu'il s'agisse d'un avortement ou d'une naissance.

Qu'attendez-vous des autres participants à ce séminaire ?

Mutualiser nos connaissances. Voir comment ils s'y prennent pour toucher plus les adolescents et les parents, pour faire baisser le taux de grossesses chez les mineures. Parce qu'avoir un enfant à charge, cela entraîne une déscolarisation, moins de formation. Cela a un coût.

Propos recueillis par Véronique Hummel Vhummel@jir.fr

Mille grossesses de mineures chaque année

Le séminaire «Prévention des grossesses des mineures» se tient depuis hier et jusqu'à ce midi à l'IRTS (Institut régional de travail social) à Saint-Benoît, à l'initiative de l'Agence régionale de santé (ARS-OI), de la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DDJSCS) et du centre communal d'action sociale (CCAS) de Saint-Benoît. Il réunit des professionnels et membres d'associations qui vont réfléchir ensemble afin de «co-construire un programme d'action», comme on dit dans le jargon du travail social. Cette réflexion est devenue indispensable car

malgré une baisse de la natalité (19 pour mille en 2001, 16 pour mille en 2013), le nombre de grossesses des jeunes filles mineures (moins de 18 ans) reste élevé. «Depuis 1995, il y a chaque année environ 500 naissances chez les mineures, et autant d'avortements», soit un millier de grossesses, déplore Catherine Chaussade, chargée de projet à l'ARS. «Il y a une hypervalorisation culturelle de la fécondité».

Ce séminaire s'intègre dans le «plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale», piloté par le préfet. Les chiffres de la commune de

Saint-Benoît parlent d'eux-mêmes : 6140 ménages vivent sous le seuil de pauvreté. En 2014, on comptait 36 grossesses de mineures, avec 30 accouchements avant 18 ans et 28 IVG (interruptions volontaires de grossesse). Jérôme Fournier, directeur de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale, détaille : «Devenir maman, ce n'est pas un problème. Mais ça pose un problème quand cela empêche le parcours scolaire, lorsque le lien social se délite et lorsque cela mène à la pauvreté. Et cela concerne aussi les pères!»

V.H.